

propriété correspondant à une société socialiste. De même que nous qualifions d'ouvriers des syndicats ou des partis dirigés par des canailles qui piétinent la démocratie ouvrière et se servent de ces organisations pour fourvoyer la classe ouvrière et écraser les mouvements révolutionnaires des masses, de même la définition de l'URSS comme Etat Ouvrier n'implique rien de plus que la reconnaissance des origines historiques de la société soviétique et du caractère social de la forme dominante de la propriété. Elle ne confère aucune vertu, tant s'en faut, à Staline et à son régime bureaucratique. Elle ne nie aucune des tares de la société soviétique présente. Au contraire, c'est Trotsky, le plus opiniâtre défenseur du caractère ouvrier de l'Etat soviétique, qui en a montré le plus nettement les aspects sombres et négatifs.

La formule "Etat ouvrier" ne signifie pas du tout que le socialisme existe en URSS, comme l'affirment mensongèrement les staliniens. Elle signifie avant tout que l'URSS est une société qui se trouve dans un état de transition entre la société capitaliste et le socialisme, sur une base de propriété différente de la société capitaliste; c'est une société où se poursuit sur la base de la propriété collectivisée la lutte de classe, la lutte entre les forces opposées tendant soit à rétablir le capitalisme, soit à mener au socialisme. Lénine a dit, dans les premières années de la Révolution d'Octobre, que la dictature du prolétariat c'est la lutte de classe qui se poursuit dans un cadre nouveau. Dire que l'URSS est un état ouvrier signifie seulement que ce cadre nouveau, celui des formes de propriété créées par la révolution d'Octobre, a été conservé. Mais ce qui s'est modifié, c'est le rapport des forces entre les classes - rapport national et international -, ce qui a engendré un système politique monstrueux. Nous disons que l'URSS est un Etat ouvrier dégénéré parce que le prolétariat y a été politiquement réduit au silence, et parce que la bureaucratie dirigeante y pratique, tant sur le plan intérieur que sur le plan extérieur, une politique réactionnaire contraire aux intérêts de la classe ouvrière soviétique et internationale. Dans les pays capitalistes, les syndicats, nés comme des formations de combat du prolétariat, tendent à s'intégrer de plus en plus dans l'Etat capitaliste, et les luttes ouvrières doivent de plus en plus fréquemment passer par dessus les organisations syndicales, mais celles-ci n'en restent pas moins, par leur nature sociale, des organisations ouvrières que le régime capitaliste, dans sa période de déclin, doit chercher à éliminer par des dictatures type fasciste. A une échelle incomparablement plus grande, le gouvernement soviétique pratique une politique anti-ouvrière; mais nous ne confondons pas l'Etat soviétique avec la bureaucratie qui se trouve à présent aux postes de commande. Jadis, l'Etat soviétique, dirigé par Lénine et Trotsky, était un puissant soutien des révoltes des masses travailleuses; aujourd'hui ce même Etat est dirigé par Staline contre les masses. Mais cet Etat res-